



Les inégalités d'accès à l'éducation des enfants en Tunisie

Noomen Bahri

Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, université de Tunis 1, Tunisie

Corresponding Email : bahrinomen@gmail.com

ABSTRACT

La sensation de privation, en particulier dans les premières stades de la vie de l'enfant, est négativement corrélée au développement physique et psychologique des ménages, menaçant sa survie et exerçant une influence sur ses opportunités sociales et professionnelles ainsi que sur son bien-être à l'âge adulte. Par conséquent, investir dans toutes les formes de privation des enfants et lutter contre toutes les formes de privation sont des moyens de surmonter les problèmes sociaux et les impasses des inégalités et de combattre la pauvreté transmissible entre les générations. Dans cet article, nous essayons d'étudier l'ampleur de l'inégalité des chances lorsqu'un certain nombre de circonstances indépendantes de la volonté de l'individu, telles que l'origine familiale, le sexe et le lieu de naissance, peuvent affecter l'accès à l'éducation de base des enfants tunisiens. D'importants déséquilibres d'inégalité persistent dans les zones rurales et des disparités régionales ont été détectées entre les régions côtières et intérieures de la Tunisie, même après la révolution. La zone de résidence, le niveau d'éducation du père et le sexe de l'enfant sont les variables qui contribuent le plus aux inégalités d'accès à l'éducation. Sans une intervention politique appropriée, la prochaine génération a quelques chances de surmonter ce piège d'inégalité.

KEYWORDS

Indice de dissimilarité, Éducation, Inégalité, Tunisie.



1. Introduction

Pourquoi il faut accorder une grande importance à l'éducation des enfants en tant que facteur important du développement humain. De nombreuses études récentes sur le développement de la petite enfance ont montré qu'il existe un large éventail de facteurs biologiques et psychosociaux qui exposent les enfants à un risque de mauvais développement, tels qu'une stimulation cognitive inadéquate, un retard de croissance, une carence en iode ou une dépression maternelle (Walker et al., 2011). L'éducation de la petite enfance est bénéfique non seulement pour le développement des enfants mais aussi pour les familles des enfants ; en fait, cela libère du temps pour que les parents puissent investir dans d'autres activités productives, comme l'école ou le travail (Lokshin et al., 2000; Schlosser, 2005).

Ainsi, investir dans une éducation de la petite enfance de haute qualité est l'un des investissements les plus rentables en capital humain et a été associé à une amélioration significative de la promotion dans l'enseignement primaire et à une réduction des taux de redoublement et d'abandon scolaire. En outre, investir dans l'enfant et lutter contre toutes les formes de privation infantile, c'est investir dans l'avenir et lutter contre la pauvreté chronique transmise de génération en génération. En effet, les conditions économiques et sociales dans lesquelles grandit l'enfant déterminent grandement sa capacité à accumuler du capital humain et à développer ses capacités cognitives, et à briser le cercle vicieux de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. En outre, les privations, même temporaires, vécues pendant l'enfance nuisent au développement physique et psychologique de l'enfant, menacent sa survie et affectent ses opportunités sociales et professionnelles ainsi que son niveau de bien-être à l'âge adulte.

Il est évident que l'éducation est étroitement liée à la croissance économique et à l'égalité sociale. Ses effets contribuent à faire progresser les différentes formes de développement. Cela améliore également le bien-être individuel. Cependant, de nombreuses études ont montré que les écarts éducatifs entre les familles riches et pauvres du pays se sont creusés. Il est largement prouvé qu'une répartition équitable du capital humain peut améliorer la productivité de l'individu et ainsi vaincre la pauvreté. En outre, assurer une répartition équitable des opportunités éducatives est plus important que la redistribution équitable des revenus, car l'éducation s'étend à la fois au bien-être individuel et social. L'augmentation des valeurs moyennes n'est pas la seule façon d'améliorer l'éducation mais aussi le niveau de distribution contribue largement à atteindre cet objectif.

Au cours des trois dernières décennies, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), en particulier la Tunisie, ont réalisé des progrès notables dans l'élévation du niveau d'éducation de leurs citoyens. Toutefois, ces progrès se sont limités à la quantité d'éducation (années de scolarité) et peu de progrès ont été réalisés en termes de qualité ou d'égalité des chances (Salehi-Isfahani and Majbourin, 2013). Ainsi, l'ampleur de l'inégalité des chances en matière d'éducation dans le monde arabe s'est considérablement accrue à la suite des troubles politiques et sociaux ; de nombreuses conclusions montrent qu'une part importante des inégalités totales s'explique par le contexte familial et les caractéristiques communautaires (Salehi-Isfahani and Majbourin, 2013). La Tunisie est un exemple de pays en développement qui a attaché une grande importance à l'offre et au financement de l'éducation. L'éducation pour tous est l'objectif principal du gouvernement depuis l'indépendance, non seulement parce qu'elle fait partie des droits humains fondamentaux, mais aussi parce que les politiciens sont convaincus que le progrès éducatif peut générer des revenus et améliorer le bien-être de la société. Bien qu'il existe une littérature croissante analysant l'impact de l'éducation sur la croissance économique et les inégalités de revenus, à notre connaissance, il n'existe aucune étude traitant des disparités en matière d'éducation au sein et entre les régions de Tunisie.

En ce sens, notre objectif dans cet article est de disposer des éléments pertinents pour développer et mettre en œuvre des politiques efficaces visant à réduire l'exclusion scolaire dans une perspective multisectorielle. De nombreuses recherches en Tunisie montrent que seuls 2,9% des étudiants issus de milieux défavorisés parviennent à surmonter l'obstacle hérité de leur situation économique difficile. En effet, le manque d'éducation adéquate touche une proportion importante d'enfants de moins de 14 ans, soit respectivement 11,5 % et 10,6 % dans les zones rurales (UNICEF, 2013). En 2018, le taux d'analphabétisme en Tunisie est très élevé ; cela affecte 18,1% ; en effet, 1,746 millions de la population sont analphabètes (contre 1,752 millions d'analphabètes en 2017 (18,4%)). Malgré une légère baisse du taux d'analphabétisme en Tunisie en 2018, le nombre d'analphabètes a augmenté par rapport à 2016 (1,742 millions). (18,5 %)), et 2015, où le nombre d'analphabètes n'a pas dépassé 1,735 million (18,7 %). Ce phénomène concerne les régions du Centre-Ouest et du Nord-Ouest, et plus particulièrement les zones rurales de ces régions (INS, Le gouvernorat de Jendouba (Nord-Ouest) arrive en tête du classement avec un taux d'analphabétisme de 31,6%, suivi du gouvernorat de Kasserine (Centre-Ouest) 30,2% et de Siliana (Nord-Ouest) 29,7% (INS, 2018). En effet, un étudiant issu d'une région défavorisée ou défavorisée n'a pas les mêmes chances d'améliorer ses résultats sans développer son capital humain. Ce résultat se manifeste clairement au niveau des résultats au baccalauréat, où les étudiants du nord et du centre ouest sont en première position. rangée du bas des résultats (INS, 2018). Cela montre que le milieu familial (zone de résidence, sexe des enfants, niveau d'éducation du ménage...) a une grande influence sur les résultats des individus en Tunisie.

Cet article examine en détail l'inégalité d'accès à l'éducation des enfants au Tunisie à l'aide des données MICS de 2018. J'ai utilisé l'indice de dissimilarité comme unité mesure de l'inégalité des chances dans l'accès à l'éducation en utilisant des caractéristiques individuelles telles que le sexe, la zone de résidence et l'origine familiale. L'utilisation de cet indicateur et sa décomposition peuvent également faciliter la détection des variables décisives contribuant à l'inégalité des chances dans l'éducation de manière multidimensionnelle, identifier les progrès des pays vers les objectifs de développement de l'enfant et générer des mesures politiques pour promouvoir cet objectif. Le reste de ce papier est organisé comme suit. La section 2 présente la littérature sur l'inégalité des chances en matière de l'éducation. La section 3 présente les sources de données et la méthodologie. La section 4 présente les résultats. Enfin, la section 5 conclut avec quelques implications politiques.

2. Revue de la littérature

En fait, il existe une littérature importante traitant des inégalités en matière d'éducation. Pourtant, malgré l'abondance des recherches sur ce sujet, sa dimension régionale reste sous-explorée. Récemment, l'attention a été attirée sur les questions d'égalité en matière d'éducation au niveau régional suite à l'amélioration de la collecte de données sur l'éducation. Un nombre croissant d'études se sont développées sur ce sujet, notamment dans les pays en développement qui avaient reconnu une forte accumulation de capital humain et une baisse des inégalités éducatives au cours de ces dernières décennies, mais les disparités dans la répartition des écoles au sein du pays et entre les régions et les provinces sont encore importantes aujourd'hui. Cependant, toutes ces études ont confirmé la réduction des inégalités éducatives, qui peut être obtenue en réduisant la différence de niveau de scolarité entre les régions d'un même pays.

Les inégalités en matière d'éducation sont considérées comme une autre source d'inégalités sociales et économiques (Park, 1996; Holsinger, 2005). Le niveau d'éducation et sa répartition présentent différentes conséquences sociales comme l'éducation des enfants, le taux de natalité, le taux de fécondité, la délinquance mais aussi la répartition des revenus (Frankema et Bolt, 2006; Qian et Smyth, 2008). L'égalité des sexes dans la répartition de l'éducation est considérée comme l'un des

critères de développement les plus importants. Cependant, dans de nombreux pays en développement, l'inégalité des opportunités d'éducation entre hommes et femmes entrave le développement humain, ce qui ralentit le développement social puis la croissance économique (Klasen, 2002; Siddhanta et Nandy, 2003). De nombreux facteurs contribuent à aggraver la différence entre les sexes dans l'accès à l'école en tant qu'obstacles culturels, politiques et institutionnels (Shabaya et Konadu-agyemang, 2004).

Plusieurs pays ont atteint l'objectif d'une éducation générale pour l'ensemble de la société. Récemment, une attention particulière a été accordée à l'égalité éducative (Thomas et al., 2001; Castello et Domenech, 2002). La littérature présente de nombreux indicateurs utilisés pour déterminer le niveau de répartition de l'éducation entre les individus dans le pays, tels que l'écart type, l'entropie généralisée, l'indice de Theil, l'indice d'Atkinson, l'indice de Gini et l'indice de dissimilarité. Cependant, ce dernier indicateur est le plus évoqué dans les articles récents car il permet d'évaluer le niveau relatif des inégalités contrairement, par exemple, à l'écart type fréquemment utilisé dans les premières études et qui donne simplement des informations sur la forme absolue de la répartition de l'éducation. Récemment, l'amélioration de la mesure des disparités du capital humain et l'abondance des données utilisées à cette fin ont fourni un outil puissant pour examiner les inégalités régionales en matière de scolarité. Plusieurs études ont utilisé différentes mesures pour calculer les inégalités régionales en matière d'éducation dans de nombreux pays (Yang, 2002; Qian et Smyth, 2008; Mesa, 2005; Tomul, 2011). Une attention croissante a également été accordée à l'écart entre zones rurales et urbaines et à l'écart entre les sexes, car ils restent la cause la plus importante des inégalités régionales. Cependant, il existe jusqu'à présent un nombre limité d'études, notamment concernant les pays les moins avancés.

L'inégalité des chances dans l'éducation des enfants a également attiré l'attention des chercheurs. Plusieurs études transnationales portant sur l'Égypte, la Tunisie et d'autres pays en développement, telles que Filmer et Pritchett (1999) et Huisman et Smits (2009), ont montré que le statut socio-économique est la variable la plus importante affectant l'accès à l'éducation. Filmer (2005) a également déclaré que la prévalence des écarts entre les sexes en matière de scolarisation varie considérablement d'une région à l'autre dans le monde. AlQudsi (2003) a quant à lui constaté que la richesse du ménage était le facteur le plus important pour la scolarisation. Les études de Zhao et Glewwe (2010) en Chine et de Tansel (2002) en Turquie aboutissent à des conclusions similaires sur l'importance de la richesse/du revenu du ménage et du niveau d'éducation des parents dans l'inscription d'un enfant à l'école. Salehi-Isfahani et al. (2012) se sont concentrés sur l'inégalité des chances dans l'éducation en Égypte, ainsi que dans un certain nombre d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), en utilisant les données de l'étude « Trends in Mathematics and Science Study ».

Asadullah et coll. (2021) ont mesuré les inégalités en matière d'opportunités éducatives grâce à une enquête spécialement conçue sur les écoles secondaires des zones rurales du Bangladesh. L'analyse comprend des exercices de décomposition de la variance prévue des performances des élèves en mathématiques et en anglais par source (effort, circonstances, etc.) et sous-groupe (au sein et entre les écoles) sur la base d'estimations paramétriques des fonctions de production éducative. Les résultats montrent que l'effort, au sens large, contribue à hauteur de 31 à 40 % à la variation prévue des performances des élèves dans les zones rurales du Bangladesh. Les indicateurs d'effort sont la principale source de variation au sein des écoles en matière de performances en mathématiques et en anglais. L'origine sociale et l'effort parental sont une source clé de variation des performances entre les écoles. Tenir compte de la corrélation entre l'effort et les circonstances indépendantes de la

volonté des élèves n'a pas beaucoup d'importance pour l'analyse de l'inégalité des chances dans le contexte des écoles rurales du Bangladesh. Dans le contexte rural du Bangladesh, il ne suffit pas d'effacer l'influence du milieu familial et social pour uniformiser les conditions de jeu en matière d'éducation.

Lorel (2008) a analysé la dispersion du capital humain brésilien entre les régions et les États pour l'année 2000. Il a prouvé qu'il existe une diminution significative des inégalités éducatives mesurées par l'indice de Gini. Même si cette tendance est observée dans toutes les régions et tous les États, les disparités dans la répartition de la scolarité restent considérables. Ce résultat reflète les disparités géographiques en matière d'éducation et les performances économiques entre les régions. Pour d'autres pays en développement, Tomul (2011) a utilisé la même méthodologie afin d'évaluer l'indice de Gini de l'éducation dans toutes les régions de Turquie pour 1975 et 2000 à l'aide des statistiques du recensement de la population. L'auteur montre une diminution du niveau des inégalités éducatives dans toutes les régions. Ce résultat peut s'expliquer par une augmentation de la durée moyenne de scolarité. Mesa (2005) avait également analysé ce phénomène aux Philippines de 1980 à 2000. Les résultats de cette analyse suggèrent une diminution des coefficients de Gini de l'éducation dans toutes les régions et provinces. Il existe cependant de grandes disparités dans la répartition de la scolarité entre ces régions et ces provinces. Les écarts sont également importants dans les performances éducatives des provinces au sein d'une même région. Les inégalités éducatives sont donc plus visibles aux niveaux inférieurs (provinces) qu'aux niveaux supérieurs (régions) d'analyse.

L'importance des luttes contre les inégalités est apparue au Moyen-Orient. Assaad et al. (2019) se sont appuyés sur des données d'enquête provenant de huit pays de la région MENA pour comprendre la relation entre le niveau de scolarité des jeunes et les circonstances dans lesquelles ils sont nés, l'éducation des parents, à savoir le sexe, la position du ménage parental dans la distribution des dépenses par habitant, et la localisation urbaine/rurale. Ils quantifient le niveau d'inégalité des chances en matière de niveau d'éducation dans huit pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ils mesurent le niveau d'instruction de deux manières : le fait d'être entré à l'école et la progression (atteindre le deuxième cycle de l'enseignement secondaire), conditionnelle à l'entrée à l'école. Ils constatent que les niveaux d'inégalité des chances en matière de réussite scolaire qu'ils estiment sont élevés mais varient selon les caractéristiques de chaque pays. Ils identifient deux groupes d'enfants, les plus et les moins favorisés, en fonction de leur milieu social. Les écarts de réussite entre ces deux groupes sont considérables, en particulier en Égypte, en Irak et au Yémen.

L'éducation est largement considérée comme la voie la plus importante vers la mobilité sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au lendemain du Printemps arabe. Kraft et Alawode (2018) ont étudié l'importance des luttes contre les inégalités dans cette région. Leur article explore les inégalités dans l'enseignement supérieur en Égypte, en Jordanie et en Tunisie. Ils ont constaté que les caractéristiques socio-économiques de la famille sont le principal moteur de la qualité de l'ine-. Ils ont également constaté que l'inégalité est également élevée en Égypte et en Tunisie, mais qu'elle est modérée en Jordanie. En Égypte et en Tunisie, où l'enseignement supérieur est gratuit, les dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur sont régressives et peuvent accroître les inégalités.

3. Données et méthodologie

Cette section décrit la méthodologie et les données utilisées pour mesurer l'inégalité des chances en matière de l'accès à l'éducation chez les enfants et l'influence des variables socio-économiques (circonstances) sur l'inégalité des chances.

3.1 Sources de données et variables

Les données analysées dans ce travail proviennent en grande partie d'enquêtes par panel sur le marché du travail pour la Tunisie (Labor Market Panel Surveys LMPS); cette enquête a été réalisée en 2014. Cette base de données permet d'actualiser le profil de pauvreté et les différents indicateurs des conditions de vie des ménages, afin d'évaluer l'efficacité des programmes politiques mis en œuvre dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Nos données nous permettent de disposer de données concernant le milieu de résidence, les indicateurs socio-économiques et démographiques pour six régions du territoire tunisien. Par ailleurs, nous utilisons 5 variables de circonstances : la résidence, le niveau de scolarité du chef de ménage, l'indice de richesse familiale, le sexe du chef de ménage, la taille du ménage et l'âge du chef de ménage. Pour analyser le degré d'éducation ou de fréquentation scolaire des enfants en Tunisie, nous appliquons l'indice de dissimilarité pour la fréquentation de l'école primaire parmi les enfants âgés de 6 à 11 ans en utilisant les données fournies par LMPS (2014). Les bases de données couvrent 16 430 observations.

3.2 Méthodologie

Indice de dissimilarité d'accès à l'éducation de base mesure la différence entre les taux d'accès à un service donné pour des groupes définis par des caractéristiques de circonstances (par exemple, le lieu, le sexe, l'éducation des parents, etc.) par rapport au taux d'accès moyen au même service pour la population en tant que population. Entier. Pour étudier la distribution différentielle d'une variable binaire sur un ensemble de variables socio-économiques, nous avons choisi l'indice de dissimilarité comme méthodologie développée par la Banque mondiale (World Bank, 2009) et De Barro et al., (2009). En pratique, l'indice de dissimilarité peut être calculé en trois étapes:

Soit $x_1, \dots, x_k, \dots, x_m$ un ensemble de circonstances associées à un individu i , alors cet individu est caractérisé par un vecteur de circonstances $x_i = x_{1i}, \dots, x_{ki}, \dots, x_{mi}$.

Tout d'abord, les probabilités conditionnelles peuvent être évaluées en spécifiant une fonction logistique (ou Probit) entre l'accessibilité à une variable dépendante et les circonstances par:

$$\log \frac{p(y=1/x_1, \dots, x_k, \dots, x_m)}{1-p(y=1/x_1, \dots, x_k, \dots, x_m)} = \sum_{k=1}^m \beta_k x_k \quad (1)$$

Dans un second temps, la probabilité d'accès à un service conditionné par ses circonstances est calculée pour chaque individu:

$$p_i = \frac{\exp(\beta_0 + \sum_{k=1}^m x_k \beta_k)}{1 + \exp(\beta_0 + \sum_{k=1}^m x_k \beta_k)} \quad (2)$$

Dans la troisième étape, la probabilité d'accès à un service donné est calculée:

$$\bar{P} = \sum_{i=1}^n w_i p_i \quad (3)$$

Où $w_i = 1/n$, n est la taille de l'échantillon, alors l'indice de dissimilarité est donné comme suit:

$$\text{l'indice de dissimilarité} = \frac{1}{2\bar{P}} \sum_{i=1}^n W_i |p_i - \bar{P}| \quad (4)$$

L'équation (3) montre que l'indice de dissimilarité est la moyenne pondérée des différences entre les probabilités d'accès prédites, c'est-à-dire conditionnées par les circonstances, et la probabilité d'accès observée $\lim_{n \rightarrow \infty} (\bar{p}) = pr(y = 1)$. Explicitement, l'indice de dissimilarité peut être interprété comme indiquant la fraction de toutes les opportunités disponibles qui doivent être réaffectées des groupes les plus aisés aux groupes les plus défavorisés pour parvenir à l'égalité des chances pour tous. Il est compris entre 0 (égalité parfaite des chances) et 1.

4. Résultats

Dans ce cadre, nous présentons le niveau de fréquentation scolaire des enfants tunisiens âgés entre 6 et 11 ans. Nous avons construit une variable de nature ordinale qui est codée 1 pour un individu qui ne fréquente pas l'école et qui a un âge égal ou inférieur à 12 ans mais supérieur à 6 ans (qui est l'âge institutionnel en Tunisie) et 0 dans l'autre alternative. Nous traitons la variable " fréquentation de l'école primaire " comme une variable de résultat, en effet, dans cette phase de la vie, les enfants sont encore jeunes pour faire des efforts eux-mêmes, c'est pourquoi il y a des circonstances qui expliquent l'inégalité d'accès à l'éducation. Ainsi, dans le tableau (12) nous présentons les caractéristiques individuelles de base selon la caractéristique sélectionnée (2014).

Tableau 1 : Caractéristiques individuelles de base selon les caractéristiques sélectionnées

Tunisie 2014		Fréquentation de l'école primaire par les enfants âgés de 6 à 11 ans	
		Oui	Non
	Total observation	16430	64 % 36 %
Genre	Hommes	47 %	62.5 % 37.5 %
	Femmes	51.5 %	65.5 % 34.5 %
	Pas de réponse	1.5 %	54 % 46 %
Résidence	Urbain	43 %	64 % 36 %
	Rural	57 %	63. % 37 %
Région	Nord	31 %	65.70 % 34.30 %
	Nord Ouest	15 %	66.5 % 33.5 %
	Centre Est	22.5 %	62.5 % 37.5 %
	Centre Ouest	16.5 %	58.5 % 41.5 %
	Sud Est	10.5 %	65.5 % 34.5 %
	Sud Ouest	5.5 %	67 % 33 %
Niveau d'éducation du ménage	Analphabète	55.5 %	85 % 15 %
	Lire et écrire	23 %	58 % 43 %
	Pas de réponse	21.5 %	17 % 83 %
Revenus	Les plus pauvres	49.8 %	65.5 % 34.5 %
	Les plus riches	50.2 %	62.5 % 37.5 %

Source : calcul de l'auteur à partir de LMPS.Tunisia.2018

Les valeurs se réfèrent aux points de pourcentage parmi la population étudiée (16430).

Dans le tableau 1, J'ai fourni la statistique descriptive des variables de circonstances qui expliquent hypothétiquement l'accessibilité à l'éducation. Comme indiqué précédemment, j'ai sélectionné 5 circonstances explicatives disponibles dans la base de données.

Dans ce contexte, nous commençons notre analyse en évaluant la contribution de chaque circonstance dans l'explication de la probabilité de fréquentation de l'école primaire par un enfant tunisien. J'ai trouvé que le sexe de l'enfant est statistiquement et négativement significatif, ce qui signifie que les garçons sont plus susceptibles d'aller à l'école, peut-être parce que l'intégration des filles dans le

système éducatif reste faible même après la révolution. De plus, les enfants dont les parents sont éduqués et cultivés sont plus susceptibles d'aller à l'école contrairement aux parents analphabètes. Étonnamment, la « variable de revenu » ne prévaut pas, alors que la variable « taille de la famille » est importante pour augmenter les chances de fréquentation de l'école primaire. Cela peut s'expliquer par un effet d'imitation ou de compétition entre enfants d'une même famille.

En effet, on constate que les garçons ont plus de chances de recevoir une éducation primaire et que les enfants des familles riches ont plus de chances d'être inscrits à l'école. Le pourcentage d'enfants ayant accès à l'école primaire est plus proche de 75 % dans les régions du sud, avec une forte dissimilarité de plus de 10 % dans le sud-ouest. On constate que les régions de l'ouest du pays ont l'indice de dissimilarité le plus élevé, donc les taux de couverture les plus faibles. Cette dernière moyenne reste faible par rapport aux objectifs et aux normes internationales. Par conséquent, ce résultat se manifeste par le phénomène de "décrochage scolaire" où l'enfant issu d'une région défavorisée et de conditions de vie médiocres est confronté à une sorte d'exclusion sociale et à un sentiment de privation. Les résultats montrent que les parents de la "classe sociale pauvre" sont souvent analphabètes, alors que les parents de la "classe riche" ont un niveau universitaire. La situation de l'enfant peut donc être influencée par son milieu familial, et nous pouvons dire que l'enfant issu d'une "classe sociale pauvre" a moins de chances de surmonter ce piège de l'inégalité.

Le niveau d'éducation du chef de ménage est une variable déterminante et contribue fortement à l'inégalité d'accès à l'éducation. De même, le niveau de vie des ménages peut affecter l'accès à l'éducation de base parce qu'il exige des sacrifices financiers qui ne sont pas toujours disponibles dans toutes les couches de la population. En ce qui concerne la taille de la famille, il est clair que le nombre d'enfants par famille diminue le pouvoir et la capacité financière des parents, en particulier pour les plus pauvres d'entre eux. Ainsi, les familles avec un nombre élevé d'enfants ont souvent du mal à inscrire leurs enfants à l'école, et cela est fortement lié à la contrainte financière et au faible niveau de sensibilisation. Les autorités publiques doivent donc se préoccuper de ces deux variables importantes.

5. Conclusion et implications politiques

Des concepts tels que la justice, l'équité et la justice dans la répartition des richesses ne sont plus du ressort des philosophes et des théoriciens. Au contraire, ils sont depuis quelque temps au centre de l'élaboration des politiques et des réformes économiques. Garantir l'accès des enfants aux biens et services de base tels que l'éducation de qualité constitue une étape cruciale vers la justice et l'équité dans une société. L'élargissement de l'accès à ces biens et services et l'égalisation des chances restent un défi politique important dans le processus de développement économique et les discussions sur les politiques publiques, y compris l'initiative des objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, la présente étude vise à analyser le niveau et les tendances en matière d'équité de répartition des opportunités pour les services de base en matière d'éducation parmi les enfants tunisiens 3 ans après la révolution de 2011. L'objectif principal de ce document est d'évaluer l'inégalité des chances d'accès à l'éducation chez les enfants tunisiens et de détecter les variables socio-économiques contribuant à cette inégalité. Pour ce faire, nous avons fourni un indicateur de l'inégalité du capital humain, "l'indice de dissimilarité". Pour calculer cet indicateur, nous avons utilisé les données de la population pour la période 2014 pour identifier les variables décisives contribuant à l'inégalité.

On peut dire que malgré les efforts fournis, le gouvernement tunisien est confronté à un grand défi face au phénomène de "décrochage scolaire" à un âge précoce. Le nombre d'enfants non scolarisés commence à augmenter au niveau national. Les résultats montrent que les variables socio-économiques ne sont pas neutres pour expliquer l'inégalité, et cette dernière a tendance à augmenter avec le temps. Nous avons détecté des circonstances décisives qui peuvent affecter l'inégalité comme

le sexe de l'enfant, la zone de résidence, l'éducation du père et la taille du ménage. La persistance de certaines circonstances (indépendantes de la volonté des individus) tout au long de la période étudiée (telles que le sexe, l'éducation du père) montre que les pouvoirs publics n'ont pas réagi sérieusement face à cette situation délicate et témoigne de la fragilité du système éducatif tunisien à assurer un accès équitable à tous les enfants.

Face à ces résultats alarmants, il est nécessaire d'intégrer gratuitement et obligatoirement les parents analphabètes des zones défavorisées dans un système de formation pour améliorer leur capital humain, car les parents éduqués sont plus attentifs à la scolarisation de leurs enfants. Ensuite, nous insistons pour donner de l'importance à ces variables socio-économiques constatées. Améliorer l'égalité des sexes, construire des écoles et investir massivement dans l'infrastructure préscolaire représentent un objectif ambitieux pour l'action publique tunisienne. De plus, il est nécessaire d'améliorer les infrastructures de base spécifiquement pour les zones rurales, de supprimer également les frais de scolarité dans toutes les écoles primaires publiques et d'accorder des bourses aux filles et aux enfants vulnérables dans les zones prioritaires, et d'éliminer la discrimination entre les sexes en évaluant les progrès en matière d'égalité des sexes afin de garantir l'égalité d'accès à l'éducation. Enfin, il convient d'offrir des incitations financières aux enseignants pour qu'ils enseignent dans les zones déboisées.

References

- Al-Qudsi, S. S. (2003). Family background, school enrollments and wastage: evidence from Arab countries. *Economics of Education review*, 22(6), 567-580.
- Asadullah, M. N., Trannoy, A., Tubeuf, S., and Yalonetzky, G. (2021). Measuring educational inequality of opportunity: Pupil's effort matters. *World Development*, 138, 105262.
- Assaad, R., Hendy, R., & Salehi-Isfahanic, D. (2019). Inequality of opportunity in educational attainment in the Middle East and North Africa: Evidence from household surveys. *International Journal of Educational Development*, 66, 24–43
- Castello, A., Domenech, R., 2002, "Human capital inequality and economic growth: some new evidence". *Economic Journal*, 112, pp. 187–200.
- De Barros, R. P., Ferreira, F. H. G., Vega, J. R. M., & Chanduvi., J. S. (2009). *Measuring Inequality of Opportunities in Latin America and the Caribbean*. World Bank Publications, The World Bank, number 2580
- Filmer, D. (2005). Gender and wealth disparities in schooling: Evidence from 44 countries. *International Journal of Educational Research*, 43(6), 351-369.
- Filmer, D., & L. Pritchett (1999). The Effect of Household Wealth on Educational Attainment: Evidence from 35 Countries. *Population and Development Review* 25(1), 85-120.
- Frankema, E., Bolt, J., 2006, "Measuring and analyzing educational inequality: the distribution of grade enrolment rates in Latin America and Sub-Saharan Africa". Groningen Growth and Development Centre, University of Groningen.
- Holsinger, D., 2005, "Inequality in the public provision of education: why it matters" *Comparative Education Review*, 49(3), pp. 297-310.
- Huisman, J., & Smits, J. (2009). Keeping children in school: Household and district-level determinants of school dropout in 363 districts of 30 developing countries. Nijmegen Center for Economics (NiCE) Working Paper, (09-105).
- INS (2018). Tunisia in Figures 2018. <http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/tec-2019-v11-web2.pdf>
- Klasen, S., 2002, "Low schooling for girls: slower growth for all cross-country evidence on the effect of gender inequality in education on economic development". *The World Bank Economic Review*, 16(3), pp. 345–373.
- Kraft, C., & Alawode, H. (2018). Inequality of opportunity in higher education in the Middle East and North Africa. *International Journal of Educational Development*, 62, 234–244.
- Lokshin, M., Glinskaya, E., & Garcia, M. (2000). The Effect of Early Childhood Development Programs on Women's Labor Force Participation and Older Children's Schooling in Kenya. *Journal of African Economies*, 13(2). <https://doi.org/10.1093/jae/ejh009>
- Lorel, B., 2008, "Assessing Brazilian educational inequalities". *Revista Brasileira de Economia*, 62(1), pp. 31–5
- Mesa, E. P., 2005, "Measuring education inequality in the Philippines". UP School of Economics Discussion Papers.
- Qian, X., R. Smyth., 2008, "Measuring regional inequality of education in China: widening coast-inland gap or widening rural-urban gap?." *Journal of International Development* 20(1), pp. 132–144.
- Park, K.H., 1996, "Educational Expansion and Educational Inequality on Income Distribution". *Economics of Education Review*, 15, pp. 51-58.

- Salehi-Isfahani, D. (2012). Education, jobs, and equity in the Middle East and North Africa. *Comparative Economic Studies*, 54(4), 843-861.
- Salehi-Isfahani, D., & Majbourin, M. (2013). Mobility and the dynamics of poverty in Iran: Evidence from the 1992–1995 panel survey. *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 35(3), 257–267.
- Schlosser, A. (2005). Public preschool and the labor supply of Arab Mothers: Evidence from a natural experiment. The Hebrew University of Jerusalem.
- Siddhanta, S., Nandy, D., 2003, Gender gap in education: A fresh exploration. Kalyani University Press. Kalyani.
- Shabaya, J., Konadu-Agyemang, K., 2004, “Unequal access, unequal participation: some spatial and socio-economic dimensions of the gender gap in educational in Africa with special reference to Ghana, Zimbabwe and Kenya”. *A Journal of Comparative and International Education*, 34 (4), pp. 395-424.
- Tansel, Aysit. (2002). Determinants of School Attainment of Boys and Girls in Turkey: Individual, Household, and Community Factors. *Economics of Education Review* 21, 455-470.
- Thomas, V., Wang, Y., Fan, X., 2001, “Measuring education inequality: Gini coefficients of education”. Policy Research Working Paper 2525. Washington DC: The World Bank.
- Tomul, E., 2011, “Measuring regional inequality of education in Turkey: an evaluation by Gini index”. *Education and Science*, 36(160), pp. 133-143. 6.
- UNICEF. (2013). Publication UNICEF Tunisie, analyse de la pauvreté infantile en Tunisie.
- Walker, S. P., Wachs, T. D., Grantham-McGregor, S., Black, M. M., Nelson, C. A., Huffman, S. L., Baker Henningham, H., Chang, S. M., Hamadani, J. D., Lozof, B., Gardner, J. M. M., Powell, C. A., Rahman, A., & Richter, L. (2011). Inequality in early childhood: Risk and protective factors for early child development. *The Lancet*, 378(9799), 1325–1338.
- World Bank (2009). *Measuring Inequality of Opportunities in Latin America and the Caribbean*. Washington, DC: World Bank; New York: Palgrave Macmillan. © World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/2580>
- Yang, D.T., 2002, “What Has Caused Regional Inequality in China?”. *China Economic Review*, 13, pp. 331–334.
- Zhao, M. and Glewwe, P. (2010). What determines basic school attainment in developing countries? Evidence from rural China. *Economics of Education Review* 29(3), 451-460. doi:10.1016/j.econedurev.2009.10.008